

RESSOURCES HUMAINES

- ✓ Demande de l'application des nouveaux référentiels de rémunération des agents contractuels,
- ✓ Suivi du dossier relatif à la NBI des SA (toujours à l'étude auprès des IGAPS),
- ✓ Demande de prise en compte du retard et du déroulement de carrière des femmes dûs à des congés de maternité, temps partiel etc.,
- ✓ Négociation d'une meilleure prise en charge indemnitaire lorsqu'un agent est placé en congé de longue maladie (CLM) (60 % de sa rémunération la deuxième et la troisième année au lieu de 50 %. Une rente éducation est créée pour les enfants d'un fonctionnaire décédé.

POUVOIR D'ACHAT

- ✓ Demande de la revalorisation du point d'indice des grilles, des carrières, des régimes indemnitaires, des filières les plus féminisées, (non obtenu malgré les négociations interministérielle et ministérielle),
- ✓ Demande de la tenue d'un GT relatif à la revalorisation du RIFSEEP à compter du 1^{er} janvier 2025,
- ✓ Revalorisation obtenue concernant l'indemnisation des jours du compte épargne temps (CET).

QUALITE DE VIE ET CONDITIONS DE TRAVAIL (QVCT)

- ✓ Définition d'un accord de méthode et d'un calendrier de négociation,
- ✓ Négociation du contenu de l'accord avec rajout de thématiques proposées par l'UNSA : santé mentale, organisation du travail en situation de changement climatique, intelligence artificielle, changements démographiques d'ici 2030 (GPEC) , conditions de travail en abattoir, situation des proches aidants,
- ✓ Participation à l'élaboration du plan national de prévention (PNP) des risques professionnels et d'amélioration des conditions de travail 2024-2027,
- ✓ Demande de valorisation des fonctions des assistants et des conseillers de prévention.

EGALITE PROFESSIONNELLE

- ✓ Négociation du contenu puis signature de l'accord 2024-2026 relatif à l'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes et à la diversité.

SANTE ET PREVOYANCE

- ✓ Négociation des garanties ministérielles concernant la Protection Sociale Complémentaire (PSC) et la prévoyance afin que celles-ci soient au plus juste pour l'ensemble des agents,
- ✓ Signature de ces accords.

GESTION DE CRISE- SECURITE SANITAIRE

- ✓ Soutien à la proposition de mise en place des concours nationaux à affectation locale,
- ✓ Demande d'intégration en carrière active, pour la retraite, des activités relevant des abattoirs, des SIVEP et de RUNGIS,
- ✓ Demande d'attribution d'une indemnité JOP pour tous les agents potentiellement concernés.

DDI

- ✓ Signature de l'accord télétravail dans les DDI et revendication de sa mise en œuvre dans toutes les structures,
- ✓ Soutien à l'existence de référents de proximité dans les SGCD en relation directe avec les agents des DDI,
- ✓ Propositions de thématiques, retenues par l'administration, lors de l'élaboration du baromètre social (impact du télétravail, sens du travail ...),
- ✓ Signalement des situations difficiles des agents de contrôles quels que soient leur ministère de rattachement dans le cadre de la crise agricole.

LES REPRÉSENTANTS DE L'UNSA ONT :

- ✓ Aidé, accompagné et conseillé les agents dans leurs démarches, pour ceux qui en ont fait la demande,
- ✓ Soutenu les dossiers d'avancement et de promotion auprès de l'administration,
- ✓ Aidé et conseillé les agents dans la préparation des examens professionnels (plus de 70 % des agents qui ont fait confiance à l'UNSA ont été admis).

L'UNSA revendique un dialogue social renforcé, une écoute attentive et une prise en compte réelle des propositions des représentants du personnel lors des réunions et lors de la tenue des diverses instances.